

« Les menaces qui pèsent sur la santé vont demeurer au centre de l'histoire du progrès et de ses reculs »

Angus Deaton, Prix Nobel d'économie 2015, s'interroge, dans une tribune du « Monde », sur le caractère temporaire ou prémonitoire des revers subis en matière de santé et de bien-être pendant la décennie écoulée.

- à vos sélections Ajouter à vos sélections

Dans [*La Grande Evasion*](#), publié il y a dix ans (traduit chez PUF en 2016), je racontais comment la vie humaine s'est améliorée au cours des deux cent cinquante dernières années, notamment en termes de longévité et de niveau de vie matériel. Mais la dernière décennie n'a pas été tendre avec mon récit débordant d'optimisme. J'avais peut-être raison en 2013, mais ce n'est probablement plus le cas aujourd'hui, même pour l'individu moyen. Nous ne savons pas si cette régression sera temporaire ou si elle ne fera qu'empirer à l'avenir.

Si les tendances de long terme vers le progrès sont nettes, [l'histoire n'apporte rien qui puisse encourager un optimisme aveugle](#). Les progrès du bien-être humain se sont régulièrement heurtés à des retours en arrière, dont certains se sont traduits par d'inimaginables dégâts. Au cours du seul XX^e siècle, des jeux politiques désastreux, nationaux ou internationaux, ont causé des dizaines de millions de morts, avec deux guerres mondiales, la Shoah et les orientations meurtrières décidées par Staline et Mao.

La pandémie de grippe, de 1918 à 1920, [a peut-être tué 50 millions de personnes](#), sur une population totale inférieure à 2 milliards. [L'épidémie de sida a déjà causé la mort de quelque 40 millions de personnes](#) et plus d'un demi-million continuent chaque année d'en mourir, la plupart en Afrique subsaharienne.

Plus récemment, l'Organisation mondiale de la santé estime que [le Covid-19 a tué à ce jour environ 7 millions de personnes](#) – voire [plusieurs fois ce nombre](#) –, la plupart dans les pays riches, dont 1,2 million d'Américains. La pandémie a stoppé la croissance économique dans de nombreux pays et a certainement interrompu le recul de la pauvreté dans le monde (mais puisqu'elle a aussi perturbé la collecte des données, l'incertitude sur les chiffres est grande).

Catalogue déprimant

Généralement, après de telles catastrophes, les progrès reprennent leur cours, et les redressements qui s'ensuivent aboutissent à des résultats en matière de santé et de richesse qui surpassent les niveaux de la période précédente. Certes, ce fait historique n'est d'aucun réconfort à ceux qui sont morts ou ont perdu des proches. Le progrès n'efface pas les horreurs. Mais il entretient l'espoir d'une vie meilleure pour les survivants et les générations suivantes.

Malheureusement, cette fois-ci, nous ne sommes pas assurés que ces progrès se poursuivent.

Dans mille ans, ou peut-être avant, les 250 années qui se sont écoulées depuis la fin du XVIII^e siècle paraîtront peut-être un âge d'or lointain et révolu, un éclair dans le panorama de l'histoire, une exception à l'état normal de misère et de mort prématurée. Les événements récents dressent un catalogue déprimant : une croissance lente ou négative, des températures mondiales qui montent, la résurgence des maladies infectieuses, une vie politique où les ennemis de la démocratie et l'extrême droite populiste sont de plus en plus présents, une mondialisation au point mort, l'espérance de vie qui stagne et la multiplication des tensions géopolitiques, notamment entre les deux principales économies de la planète, les Etats-Unis et la Chine.

Sommes-nous en train de revenir à un monde d'avant les Lumières, gouverné par des prêtres et des chefs de guerre ? Ou bien les perspectives qui s'assombrissent aujourd'hui ne seraient-elles qu'un revers du progrès comme l'humanité en a déjà connu, que nous surmonterons avec le temps ?

On peut certes voir [des progrès dans le recours de plus en plus répandu à des politiques climatiques](#) fondées sur l'incitation plutôt que sur la contrainte. C'est un élément crucial, car les démocraties auront toujours des difficultés à mettre en œuvre des mesures qui s'en prennent, même temporairement, au confort du grand nombre.

La tentation autoritaire

Mais les changements climatiques appellent aussi l'action des pays pauvres, qui réclament en retour d'importants transferts de ressources venant des pays riches. Si ces transferts ne se sont guère montrés capables de stimuler la démocratisation ou la croissance économique, peut-être l'aide climatique s'avèrera-t-elle plus efficace dans la poursuite des objectifs souhaités ?

La mise en œuvre des politiques climatiques peut se révéler plus facile dans les sociétés non démocratiques, comme l'ont illustré certaines mesures draconiennes de santé publique. Ce serait un bien triste résultat qu'après des années de subventions qui ont sapé la gouvernance démocratique des pays pauvres, les riches démocraties en viennent à soutenir financièrement la mise en œuvre de politiques climatiques autoritaires auxquelles leurs propres électeurs résistent encore.

Les menaces qui pèsent sur la santé vont demeurer au centre de l'histoire du progrès et de ses reculs. Certes, nous avons mis au point des vaccins anti-Covid 19 avec une rapidité incroyable, et nous sommes parvenus relativement vite à un rebond économique. Mais cette pandémie préfigure tout simplement ce qui nous attend.

Historiquement, les épidémies se sont développées le long des routes commerciales, et la situation, aujourd'hui, n'est pas différente. Depuis les années 1990, les échanges commerciaux se sont développés à des rythmes inédits, constituant non seulement des chaînes de valeur mondiales, mais aussi des chaînes de virus mondiales. On a connu durant cette période deux autres pandémies de nouvelles maladies respiratoires : le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS). Avec moins de mille morts dans chaque cas, on peut considérer ces épisodes comme des preuves de l'efficacité du système mondial de santé publique, et en déduire que la menace des nouveaux pathogènes est somme toute limitée, dans un monde plus riche et mieux dirigé.

Après la crise due au Covid-19, il semble que nous pourrions tout aussi bien avoir eu de la chance jusqu'ici. Les propriétés des virus du SRAS et du MERS expliquent pourquoi il ne fut pas difficile d'en limiter la dangerosité. Nous pourrions avoir moins de chance à l'avenir. Plutôt que de nous enorgueillir de la production rapide des vaccins contre le virus du SARS-CoV-2, nous devrions nous souvenir qu'après plus de quarante ans, [il n'existe toujours pas de vaccin contre le VIH](#).

Inversion de la courbe de mortalité

Je ne sais pas s'il faut suivre le récit positif ou le récit négatif. Je voudrais néanmoins signaler que la morbidité et la mortalité pourraient être, à l'avenir, plus importantes que ce à quoi nous avons été habitués. Hormis les pandémies, les changements climatiques constituent aussi une menace grave pour la santé, aussi grave que l'inversion de la courbe de mortalité, repartie à la hausse dans des échantillons significatifs de la population, notamment aux Etats-Unis.

Au cours du dernier quart de siècle, les équilibres politiques internationaux ont également connu de profonds changements : le populisme de droite s'est développé dans les démocraties des pays riches et menace les institutions nationales et internationales. La mondialisation est devenue une source de mécontentement. Qu'elle ait contribué à une réduction sans précédent de la pauvreté n'a pas apaisé les colères dans les pays riches, attisées au contraire par ce succès. Aux Etats-Unis et en Europe, beaucoup de travailleurs considèrent que si la population mondiale a pu échapper à la misère, c'est à leurs dépens, au prix d'emplois sacrifiés et de collectivités détruites.

Même si le monde, globalement, s'en sort mieux, les bénéficiaires de ces évolutions ne votent pas dans les pays riches, où celles et ceux qui ont été lésés se plaignent de n'avoir pas été consultés. De même, [tandis que l'immigration des pays pauvres vers les pays riches a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté](#), une partie de la main-d'œuvre intérieure des pays riches considère qu'elle représente une menace pour leur gagne-pain et leur condition sociale.

L'essentiel n'est pas que ces perceptions soient erronées ou exagérées. Ce qui importe, d'un point de vue politique, c'est que « la grande évasion » n'est guère populaire dans les pays riches. Une part non négligeable des électeurs considèrent que l'immigration et la mondialisation favorisent une minorité, celle des élites éduquées et cosmopolites.

Les gens des classes populaires qui se considèrent comme des victimes de ces orientations sont donc tentés d'abandonner le cadre démocratique qui semble fonctionner pour les élites intérieures et les milieux d'affaires internationaux, mais pas pour eux. Le risque est désormais de voir ces effets secondaires de la grande évasion devenir si graves qu'ils la ralentiraient, voire en inverseraient le cours.

Un nouvel ordre économique mondial

Tandis que le populisme se répandait aux Etats-Unis, la Chine est passée du statut de partenaire à celui de menace apparente. L'hostilité croissante entre les deux pays atteint désormais un point qui menace la stabilité internationale – voire la paix mondiale. Dans le même temps, la croissance économique de la Chine s'est ralentie, en raison notamment de la crise due au Covid-19, mais surtout des politiques suivies dans le pays et des facteurs

démographiques. En réaction, la direction chinoise devient de plus en plus autoritaire. Au gré des démonstrations de force contreproductives auxquelles les deux pays se livrent, la probabilité d'une erreur d'appréciation de la menace se renforce.

Nous ne pouvons ni ne devons nous mettre en quête d'un retour à l'hypermondialisation. Nous avons instamment besoin d'un nouvel ordre économique mondial capable de poursuivre la « grande évasion » et d'en protéger les conquêtes, mais en portant plus d'attention à la politique intérieure et au bien-être des majorités moins prospères et moins éduquées des pays riches. Portons au crédit du programme politique de l'actuelle administration américaine d'être tourné vers ces buts.

(Traduit de l'anglais par François Boisivon)

Angus Deaton, prix 2015 de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, est professeur émérite d'économie à l'université de Princeton.

© Project Syndicate, 2023, www.project-syndicate.org.

Ce texte est adapté de la préface à la réédition de [« The Great Escape »](#) (Princeton Classics, à paraître en 2024).